

**4 FÉVRIER**

**EXIGEONS LA CRÉATION MASSIVE D'EMPLOIS, L'AUGMENTATION GÉNÉRALE  
DES SALAIRES, LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL**

La pandémie et ses conséquences sanitaires, économiques et sociales perdurent depuis des mois et sont aggravées par des décisions gouvernementales désastreuses pour le monde du travail et la jeunesse.

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires décident d'impulser un processus de mobilisations et d'initiatives tout au long du mois de janvier et début février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité, l'augmentation des salaires en s'appuyant sur les mobilisations professionnelles déjà programmées à l'instar des appels de la santé, de l'éducation nationale, de l'énergie, mais aussi contre les lois sécuritaires qui entravent les libertés individuelles et collectives.

Le plan de relance affiché par le gouvernement n'est en rien un plan de rupture avec les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Il plonge une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Par contre, les gagnant-es sont bien toujours les mêmes et ainsi les entreprises les moins touchées par la crise seront celles qui bénéficieront le plus des baisses d'impôt. Ce constat impose de contrôler et de conditionner socialement et écologiquement les aides publiques. Il faut un véritable plan de relance combinant investissement public massif et soutien des revenus des plus fragilisés ou précaires.

C'est le chemin inverse que prend ce gouvernement. Rien pour les petits salaires, la ministre du Travail annonce, presque comme une provocation, une revalorisation du SMIC en dessous d'1 % pour 2021. Ce qui fera passer le taux horaire de 10,15 à 10,25 €. Rien non plus pour les 1<sup>er-es</sup> de corvée, exposés depuis le début de la pandémie, toutes et tous devront attendre une hypothétique négociation dans leurs secteurs professionnels fin 2021.

Trois fois rien pour les soignant-es qui dénoncent un plan Ségur au rabais et beaucoup de professionnel-les oubliés. Rien pour les aides à domiciles, en lutte depuis presque 4 semaines dans le département. Rien pour l'ensemble des fonctionnaires dont le point d'indice reste gelé. Rien pour les personnels de l'éducation nationale alors que le simulacre de concertation autour d'un Grenelle de l'éducation déserté par une majorité d'organisations syndicales est au point mort.

Les chiffres sont clairs : 47 % des jeunes s'inquiètent pour leur emploi et le taux de chômage des jeunes a dépassé les 20 %. Le second confinement les a fait plonger dans l'extrême précarité. Nombre d'entre elles et eux ne mangent pas à leur faim. Pour les étudiant-es s'ajoutent la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte. Avec ses mesures insuffisantes, restrictives et incohérentes, le gouvernement sacrifie toute une génération !

Pas une journée ne se passe sans une nouvelle annonce de plan de suppressions d'emplois, de fermetures d'entreprises ou restructurations et réductions de services comme nous le dénonçons depuis des mois dans Loir et Cher chez Daher, Boiron, Técalémit, Borgwarner (ex. Delphi), Précicast et

désormais chez Duncha, Itab, Bosch...Le maillage territorial des finances publiques est entièrement démantelé.

Les réformes successives, contestées fortement, facilitent les licenciements et les suppressions de postes dans le privé comme dans le public. Là encore, ni plan de relance, ni plan de rupture mais la poursuite du même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Nos organisation affirment au contraire que la réponse aux besoins de toute la population, l'avenir de la jeunesse et la réussite de la transition écologique imposent la création de millions d'emplois. Cela passe aussi par le partage et la réduction du temps de travail.

Dans le secteur de la santé par exemple, alors que le gouvernement tergiverse sur les mesures à prendre pour éviter l'engorgement des services de réanimation, c'est 400 000 emplois à créer dans les hôpitaux, les maisons de retraite ou l'accompagnement des malades et des personnes en perte d'autonomie. Les besoins sont importants aussi dans toute la fonction publique, notamment l'éducation.

Il est indéniable aujourd'hui, après la pénurie de masques du printemps dernier, qu'il faut relocaliser une partie de notre production et en particulier notre industrie. Être en capacité de produire des médicaments, du matériel médical et de protection après la période que nous traversons ne peut plus faire débat.

C'est pourquoi, les organisations CGT, FSU, Solidaires appellent les travailleur-ses, les retraité-es, les privé-es d'emploi et les jeunes à faire grève et à participer aux manifestations qui auront lieu le 4 février dans le département

**ROMORANTIN : 10H30 DEVANT ITAB**

**VENDÔME : 10H DEVANT LA SOUS-PRÉFECTURE PLACE ST MARTIN**

**BLOIS : 14H30 DEVANT LA PRÉFECTURE**

*Blois, le 12 janvier 2020*

*Les mesures de sécurité sanitaire seront respectées, merci de venir avec un masque.*

*IPNS, ne pas jeter sur la voie publique*